



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

GOVERNANCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUES AU TCHAD

Quand les indicateurs « Qualité de la réglementation »
et « Contrôle de la corruption » impactent négativement
les performances globales

Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel
Projet SWEDD-Tchad



GOUVERNANCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUES AU TCHAD

Quand les indicateurs « Qualité de la réglementation » et « Contrôle de la corruption » impactent négativement les performances globales

Le caractère essentiel de la bonne gouvernance est au cœur des discussions de politiques de développement ces dernières années. Pouvant être défini comme la « manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion publique des ressources économiques pour le développement » (Banque mondiale, 1996), le concept de gouvernance est de plus en plus présent dans le débat sur la recherche d'une base solide pour la croissance économique, à long terme dans les pays en développement. Aussi, vu la rareté des sources de financement et l'exigence de la compétitivité des économies dans le cadre de la mondialisation, la nécessité d'améliorer la qualité de la gouvernance est devenue une exigence des bailleurs de fonds.

Malgré les efforts énormes fournis au Tchad depuis ces dernières décennies pour mettre en œuvre des politiques de stabilité économique et d'ajustement structurel afin d'assurer un développement économique durable, la croissance demeure globalement faible et la pauvreté reste endémique. Cette situation a motivé à l'adoption d'une série de plans de développement dont les documents de Stratégie Nationale de Réduction de Pauvreté (SNRP1 et 2), le Plan National de Développement (2013-2015) et aujourd'hui, le document de la vision 2030 décliné en trois (3) plans de développement.

Conscient du fait que la bonne gouvernance est indispensable au renforcement de l'efficacité de l'action gouvernementale et dans la stimulation de l'investissement privé, et par conséquent de la croissance économique, le Tchad a adossé sa stratégie de développement sur la promotion de la bonne gouvernance dans le PND 2013-2015 et la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons » notamment dans le Plan National de Développement 2017-2021. Aussi, La perspective d'une paix retrouvée a favorisé des progrès, bien qu'encore lents en matière de gouvernance économique et politique au Tchad (Rapport PND 2013-2015).

Le rapport Doing Business de la Banque mondiale/SFI, qui établit le classement des pays en fonction des critères de performance en matière d'environnement des affaires, classe le Tchad au 184ème rang sur 185 en 2012, soulignant par-là que les politiques mises en œuvre pour relever les défis de la compétitivité au Tchad devraient davantage porter sur des mesures structurelles destinées à attirer les investisseurs étrangers et nationaux.

En termes d'indice de perception de la corruption de Transparency International, le Tchad est classé 147ème sur 168 en 2015. Il est également classé 49ème sur 54 en 2014 par l'Indice Mo Ibrahim, du fait de l'ampleur et de la persistance des problèmes de gouvernance dans le pays. Qu'il s'agisse de l'indice de participation citoyenne et de respect des droits de l'homme, de l'indice de sécurité et de souveraineté du droit, de l'indice du droit

humain et de l'indice de développement économique durable, les performances du Tchad demeurent encore perfectibles et nécessitent des efforts conséquents.

Une prise en compte dans les hautes sphères dirigeantes

La « Vision 2030, le Tchad que nous voulons » a comme axe stratégique 2, le renforcement de la bonne gouvernance dans un Etat de droit. Trois (3) sous axes sous-tendent cet axe, à savoir : (i) la promotion de la performance et de la motivation dans l'administration publique, (ii) le renforcement d'une véritable culture démocratique comme mode de gouvernance, (iii) le renforcement de la sécurité comme facteur de développement.

La gouvernance est un facteur important pour assurer le développement économique. En effet, la rareté des ressources face aux besoins énormes de financement des pays ainsi que le contexte de mondialisation qui requiert une production à moindre coût pour vendre sur le marché fait qu'aujourd'hui la gouvernance est devenu un impératif pour la croissance. Ainsi, plusieurs travaux sur la relation entre la croissance économique et la qualité des institutions ont été initiés. La plupart d'entre elles ont montré une relation positive entre la bonne gouvernance et la croissance économique. Une de ces études est celle de Kaufmann et Kraay (2002) qui établit qu'un niveau élevé de gouvernance est nécessaire pour l'augmentation du revenu par habitant.

Certains auteurs comme Beliamoune et al. (2009) ont montré dans leurs résultats, l'impact négatif de la corruption sur la croissance car selon eux, elle influence négativement l'investissement privé.

Les indicateurs de gouvernance

- **Stabilité Politique (PV)** : cette dimension donne une perception de la stabilité de l'environnement politique et de l'absence de violence. Elle mesure le risque de déstabilisation d'un gouvernement par des moyens anticonstitutionnels ou violents.
- **Citoyenneté et Responsabilité (VA)** : elle mesure le degré de la participation des citoyens dans le choix de leur gouvernement, ainsi que le respect de la liberté d'expression, d'association et de la presse.
- **Contrôle de la Corruption (CC)** : cet indicateur renseigne sur les efforts d'un pays en matière de lutte contre la corruption. Le CC mesure le degré d'utilisation des fonctions publiques à des fins privées, y compris la corruption à grande et à petite échelle, ainsi que la prise en « otage » de l'Etat par l'élite ou pour des intérêts privés.

- **Autorité de la Loi (RL)** : elle mesure le degré de confiance des citoyens vis-à-vis des règles sociales et de leur conformité avec ces règles et, en particulier, le respect des contrats, les pouvoirs de la police et des tribunaux, l'indépendance de la justice et la perception de la criminalité et de la violence. C'est en somme un indicateur mesurant l'Etat de droit.

- **Efficacité Gouvernementale (GE)** : cet indicateur mesure la qualité de la fonction publique et son indépendance des pressions politiques, la qualité de la formulation de la politique et de la mise en œuvre, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement par rapport aux politiques envisagées.

- **Qualité des réglementations (RQ)** : cette dimension renseigne sur la liberté de fonctionnement des marchés. Elle mesure également la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques et des réglementations saines qui permettent de promouvoir le développement du secteur privé.

Une évolution en dents de scie

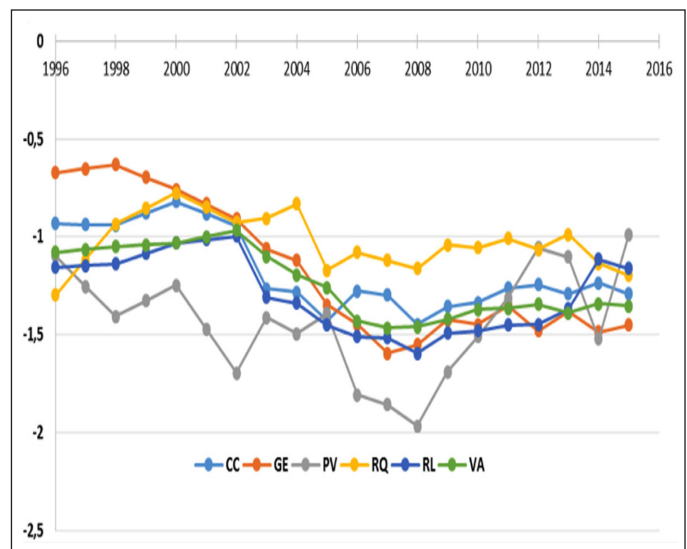
Le graphique ci-après montre l'évolution des dimensions de la gouvernance pour le Tchad de 1996 à 2015. L'évolution de la courbe révèle que tous les indicateurs ont des valeurs comprises entre -2 et -0,5 sur toute la période d'étude indiquant des performances très insuffisantes en matière de bonne gouvernance au Tchad. L'indicateur PV de *Stabilité Politique* prend en 2012 la valeur la plus faible (-2) sur toute la période d'étude (1996-2015). Il y a 3 sous-périodes marquantes de l'évolution de ces indicateurs.

Sur la sous-période **1996-2002**, 5 indicateurs (GE, VA, RQ, CC et RL) convergent vers la valeur (-1). Si les trois restent plus ou moins stables dans le temps, l'*Efficacité Gouvernementale* (GE) connaît une détérioration sur la sous-période, alors que la *Qualité de la réglementation* est en phase d'amélioration. Quant à la *Stabilité Politique*, elle s'est dégradée jusqu'à atteindre une valeur de (-1.7) en 2002.

Sur la sous-période **2003-2008**, on note une tendance légèrement à la baisse de tous les indicateurs de la gouvernance avec certes des niveaux de variation différents. Les 5 indicateurs (GE, VA, RQ, CC et RL) qui avaient une valeur de (-1) en 2002, ont tous vu leur performance baisser jusqu'à 2008. En cette année, l'indice varie de (-1.2) pour l'indicateur de la *Qualité de la réglementation* (RQ) à (-1.6) pour l'indicateur de l'*Autorité de la Loi* (RL). Encore une fois, l'indicateur de *Stabilité Politique* (PV) s'est remarquablement dégradé jusqu'à atteindre son pic de (-2) en 2008.

Dans la sous-période **2009-2015**, les indicateurs de la gouvernance semblent être maîtrisés au Tchad. En effet, on note une certaine stabilité de ces indicateurs sur cette sous-période, voire une légère amélioration pour certains indicateurs. Les 5 indicateurs (GE, VA, RQ, CC et RL) redeviennent stables et voient leurs valeurs comprises entre (-1.4) et (-1) sur cette sous-période. Néanmoins, leur amélioration reste très faible durant ces années. Cependant, la *Stabilité Politique* (PV), qui était jusqu'à 2008, voire 2010, l'indicateur le moins noté, connaît dès lors une amélioration spectaculaire. En 2012 déjà, cette dimension reste la mieux notée parmi les autres. Elle se détériore néanmoins entre 2013 et 2014, mais regagne rapidement sa monté jusqu'à atteindre (-1) en 2015. Graphique 1: Evolution des dimensions de la gouvernance du Tchad, 1996-2015

Graphique 1: Evolution des dimensions de la gouvernance du Tchad, 1996-2015



Source : Données compilées à partir de WGI

En moyenne, la *Stabilité Politique* (PV) reste la dimension la plus mal classée au Tchad (tableau ci-après) sur la période d'étude. Elle est suivie de l'*Autorité de la Loi et la Citoyenneté et Responsabilité* (VA). Sur cette période, la dimension la mieux classée est la *Qualité de la Réglementation* avec une valeur moyenne de (-1).

On note en outre que suivant les trois sous-périodes, la *Stabilité Politique* (PV) reste toujours la dimension la plus mal classée au Tchad pendant les deux premières périodes, mais devient troisième mieux classé en 2009-2015 laissant la dernière place à la dimension *Efficacité gouvernementale* (GE) sur cette sous-période. Sur toutes ces trois sous-périodes, la dimension la mieux classée est la *Qualité de la Réglementation* avec des valeurs moyennes proches de (-1).

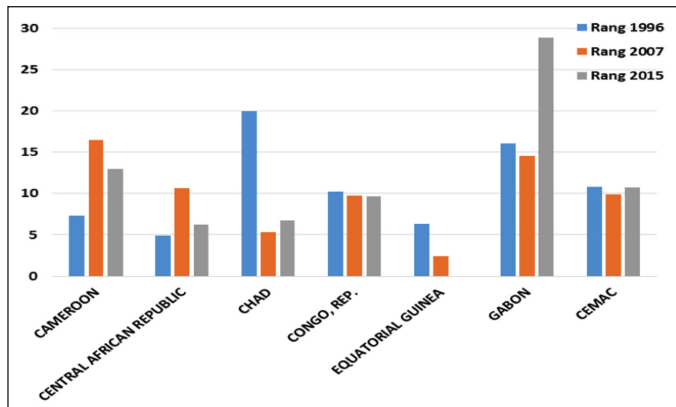
Tableau 1: Statistiques descriptives sur les dimensions de la gouvernance du Tchad

	CC	GE	PV	RQ	RL	VA
PERIODE 1996-2002						
Moyenne	-0,90437929	-0,7355481	-1,3568685	-0,9647964	-1,08134	-1,0334495
PERIODE 2003-2008						
Moyenne	-1,33176571	-1,3531036	-1,6544608	-1,0448432	-1,453195	-1,3179829
PERIODE 2009-2015						
Moyenne	-1,28840297	-1,4313329	-1,3112143	-1,0700385	-1,3592307	-1,3687418
PERIODE 1996-2015						
Moyenne	-1,1670035	-1,1643394	-1,4301672	-1,0256452	-1,2901582	-1,2361618

Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Les graphiques suivants présentent, pour chacune des dimensions, le rang centile du Tchad, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée Equatoriale et de la République Centrafricaine, ainsi que le rang centile moyen de l'ensemble des pays de la CEMAC. Le rang centile indique le pourcentage de pays à travers le monde qui se classent sous le pays (ou la région) visé(e). Donc plus ce rang est élevé, plus le pays fournit des performances vis-à-vis des autres pays.

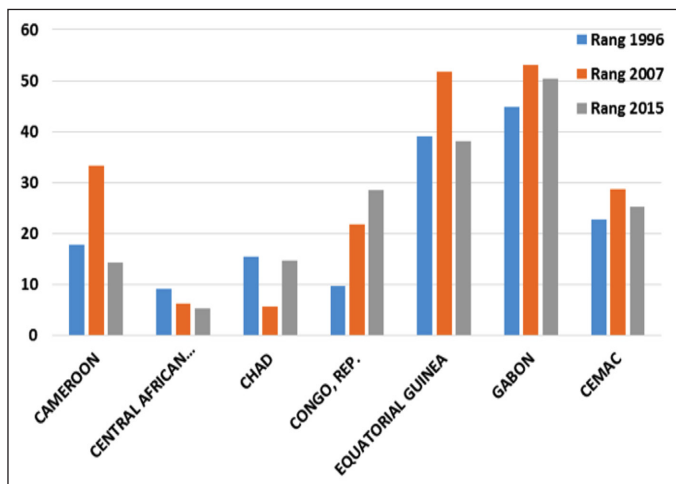
Graphique 2 : Rang centile du Tchad et de certains pays et région benchmarks par rapport à la dimension Contrôle de la Corruption, en 1996, 2007 et 2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Le graphique 2 montre qu'au Tchad, la corruption était relativement bien contrôlée en 1996. Il se classait au-dessus de tous les autres pays du CEMAC et tirait considérablement la moyenne dans l'espace. Avec un rang de 20, il dominait de près le Gabon, et largement la zone régionale où le rang moyen tourne autour de 10 en 1996, 2007 et même 2011. Cependant, ces deux dernières années, le Tchad a vu ses performances considérablement baisser en termes de contrôle de la corruption. Il affiche des rangs respectifs de 5 et 7 en 2007 et 2015, et se place en-dessous des rangs moyens de la sous-région, en-dessous également de plusieurs des pays voisins (Cameroun, Congo, Gabon). Là où ces pays améliorent leurs performances pour atteindre des rangs de 10, 15, voire 30 pour le Gabon en 2015, la corruption ne cesse de perpétuer au Tchad.

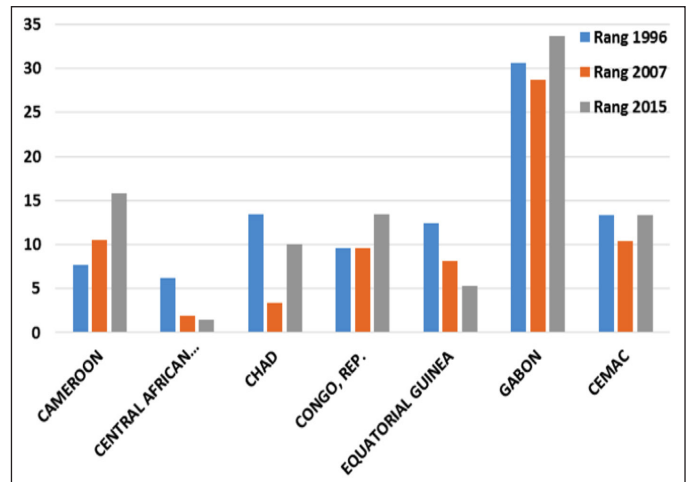
Graphique 3 : Rang centile du Tchad et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la dimension Stabilité Politique, en 1996, 2007 et 2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Au vu de ce graphique 3, on remarque que le Tchad et la République Centrafricaine sont essentiellement les pays de la CEMAC qui tirent la *Stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme* vers le bas. En 1996, 2007 et 2015, le rang du Tchad ne dépasse point 15 et vaut même 5 en 2007, contre 22 à 28 dans l'ensemble de la sous-région. Les pays comme le Gabon et la Guinée Equatoriale affichent même des rangs de 40 à plus de 50 en ces années. Seule la République Centrafricaine prend des rangs moins bons que ceux du Tchad dans la sous-région.

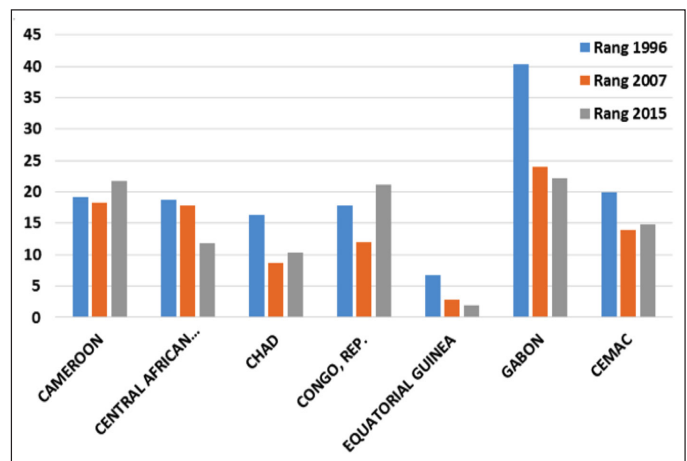
Graphique 4: Rang centile du Tchad et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la dimension Autorité de la Loi, en 1996, 2007 et 2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Par rapport à la dimension *Autorité de la Loi*, le graphique 4 indique une détérioration du rang centile du Tchad qui passe de 13% à 3% entre 1996 et 2007, soit une baisse de 10%. En 2007, le Tchad reste en-dessous de tous les pays et région benchmark à part la République Centrafricaine. Par contre, entre 2007 et 2015, la tendance est plutôt haussière (3% en 2007 contre 10% en 2015). Cependant, il reste toujours derrière les pays comme le Cameroun, le Congo ou encore le Gabon qui tire remarquablement la moyenne vers le haut dans la sous-région. Alors que le Tchad, même avec cette hausse, n'atteint toujours pas la moyenne sous régionale.

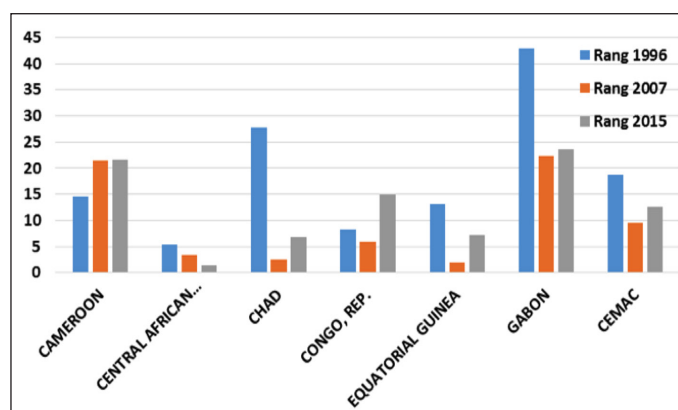
Graphique 5 : Rang centile du Tchad et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la dimension Citoyenneté et Responsabilité, en 1996, 2007 et 2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Par rapport également à la dimension *Citoyenneté et Responsabilité*, le graphique 5 indique une détérioration du rang centile du Tchad qui passe de 17% à 8% entre 1996 et 2007, soit une baisse de 9%. En 2007, le Tchad reste en-dessous de tous les pays et région benchmark à part la Guinée Equatoriale. Par contre, entre 2007 et 2015, la tendance est plutôt haussière (8% en 2007 contre 10% en 2015). Cependant, il reste toujours derrière les pays comme le Cameroun, le Congo et le Gabon qui tirent remarquablement la moyenne vers le haut dans la sous-région. Malgré cette hausse entre 2007 et 2015, le Tchad n'atteint toujours pas le rang moyen de la sous-région.

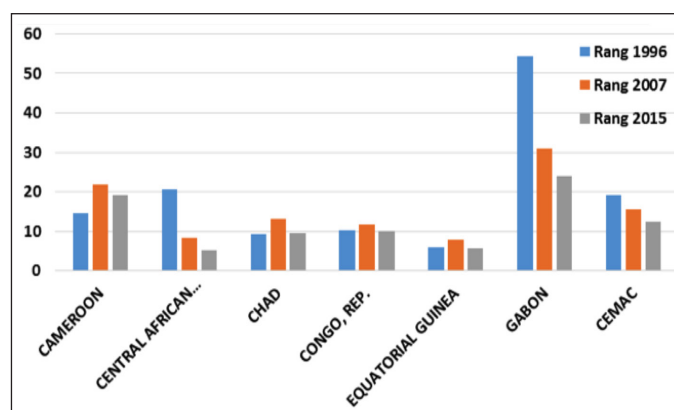
Graphique 6 : Rang centile du Tchad et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la dimension Efficacité de l'Administration, 1996-2007-2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Le graphique 6 montre qu'au Tchad, l'*Efficacité gouvernementale* était relativement bonne en 1996. Il se classait au-dessus de tous les autres pays du CEMAC hormis le Gabon et tirait considérablement la moyenne dans l'espace. Avec un rang de 28, le Tchad dominait largement la zone régionale (après le Gabon) où le rang moyen tourne autour de 19 en 1996. Cependant, en 2007 et 2015, le Tchad a vu ses performances considérablement baisser en termes d'*Efficacité gouvernementale*. Il affiche des rangs respectifs de 2 et 7, et se place en-dessous des rangs moyens de la sous-région (10 et 12 respectivement en 2007 et 2015), en-dessous également de plusieurs des pays voisins (Cameroun, Congo, Gabon).

Graphique 7 : Rang centile du Tchad et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la dimension Qualité des Réglementations, 1996-2007-2015



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Les rangs du Tchad pour la Qualité des réglementations en 1996, 2007 et 2015 sont respectivement de 10%, 12% et 10%. Ce qui renseigne une légère amélioration entre 1996 et 2007 et une régression entre cette dernière et 2015. Bien que son rang en 2007 soit signe d'une performance meilleure que celle de tous les pays et région benchmark excepté le Cameroun et le Gabon, le Tchad n'a pas pu maintenir le cap en 2015 où il est derrière tous les autres pays hormis la République Centrafricaine et la Guinée équatoriale. En 1996, 2007 et 2015, les rangs du Tchad en matière de réglementation restent en-dessous de la moyenne dans la sous-région, confirmant ses performances limitées vis-à-vis de cette dimension de la gouvernance.

Recommandations :

- Renforcer l'autorité de l'Etat et l'indépendance de la justice ;
- Procéder régulièrement au contrôle de prix ;
- Sensibiliser les nouvelles générations sur l'importance du civisme ;
- Inscrire la lutte contre la corruption dans les curricula au primaire.